

Appel à contributions en cours –Vol. 34, no 2



Volume 34, numéro 2 (automne 2023)

DOSSIER

ÉCOLOGIE DES SAVOIRS ET JUSTICE COGNITIVE EN TRAVAIL SOCIAL

DATE DE TOMBÉE DES RÉSUMÉS : 15 décembre 2022

DATE DE TOMBÉE DES ARTICLES : 15 avril 2023

Soumission des résumés à : nps@courrier.uqam.ca

Soumission des articles par le biais de la [plateforme d'édition Web de NPS](#).

SOUS LA CODIRECTION DE :

Baptiste Godrie

Professeur, École de travail social, Université de Sherbrooke

Paula Durán Monfort

Professeure, École de travail social, Université de Barcelone

Argumentaire

La production et l'accès à la connaissance sont un droit fondamental inscrit dans les déclarations internationales et les constitutions politiques. Pourtant, des millions de personnes dans le monde sont privées de ce droit. Leurs connaissances sont dans bien des cas ignorées ou sous-évaluées par des processus d'invisibilisation et de réduction au silence. L'enjeu des savoirs apparaît ainsi une question de la plus haute importance pour la recherche et la pratique professionnelle du travail social, qui n'entend pas se limiter à un exercice de réflexion limité au champ universitaire, mais à une mise en œuvre transformatrice.

Comme le soutient le sociologue portugais Boaventura de Sousa Santos, il ne peut y avoir de justice sociale sans justice cognitive, définie de manière préliminaire dans cet appel comme la reconnaissance de la valeur et de la diversité des savoirs. Plus précisément, la justice cognitive consiste à rendre visibles les différentes façons de penser le monde, la richesse et la diversité des savoirs, notamment celles qui ont été historiquement les plus marginalisés dans les différentes sociétés du Nord global comme des Suds. La justice cognitive est guidée par l'idée selon laquelle aucun régime ou forme de savoir ne devrait dominer au détriment des autres, mais bien plutôt exister dans un dialogue mutuel (Visvanathan, 1997 et 2016 ; Van der Velden, 2006 ; Santos, 2014). Ce dialogue entre les savoirs se situe autant à l'échelle des relations interindividuelles et des groupes sociaux qu'à l'échelle institutionnelle (Anderson, 2012).

Intitulé « Écologie des savoirs et justice cognitive en travail social », ce numéro thématique de la revue *Nouvelles pratiques sociales* explore les définitions de l'écologie des savoirs, ses caractéristiques et les implications liées à sa mise en œuvre dans des projets, notamment en matière de justice cognitive, que ces projets relèvent de la pratique, de la formation ou de la recherche en travail social. Cet appel revêt une pertinence particulière dans le contexte social actuel, marqué par plusieurs enjeux suscitant des questionnements sur l'apparent déclin de certains savoirs scientifiques et pratiques détenus par des universitaires autant que par des praticien.ne.s. La complexification des rapports entre les savoirs touche particulièrement le champ du social et de la santé marqué, premièrement, par la tendance – accentuée depuis le début de la crise sanitaire et sociale de la COVID 19 – à élever le vécu de certaines expériences, voire l'opinion rapportée, par exemple sur les médias sociaux, au statut de savoir aussi valide que des savoirs scientifiques et pratiques ; et deuxièmement, par la reconnaissance croissante des savoirs issus de l'expérience des personnes usagères et patientes dans les institutions de santé et de services sociaux pour améliorer les interventions. Cette reconnaissance croissante des savoirs expérientiels, aux côtés des savoirs cliniques et scientifiques, réinterroge les liens traditionnellement hiérarchiques entre les différents savoirs et les personnes qui les détiennent.

Avant d'être approfondi par Santos, le concept de justice cognitive a été proposé par l'anthropologue indien Shiv Visvanathan, dès 1997, pour analyser l'hégémonie des cadres de pensée occidentaux qui ont marginalisé, voire invalidé, les régimes de savoirs locaux détenus par des groupes de femmes, des communautés paysannes ou des communautés linguistiques et religieuses minoritaires en Inde (Visvanathan, 1997). Dès ses premiers usages, la justice cognitive est définie en référence aux épistémicides, c'est-à-dire aux connaissances détruites ou effacées par des systèmes d'oppression comme le colonialisme et l'hétéropatriarcat qui ont favorisé une science positiviste hégémonique (Santos, 2014 ; Hall et Tandon, 2017 ; Smith, 2012 [1999]). Selon

Visvanathan, la « justice cognitive reconnaît le droit des différentes formes de savoirs à coexister, mais ajoute que cette pluralité doit aller au-delà de la tolérance ou du libéralisme et prôner une reconnaissance active de la nécessité de la diversité » (Visvanathan, 2016). Dans cette définition, les savoirs sont envisagés non pas uniquement sous l'angle des connaissances scientifiques, mais d'un point de vue anthropologique comme des « modes de vie » ancrés dans un contexte spécifique et dépourvus de prétention à l'universalité :

La connaissance est considérée comme ancrée dans une écologie des savoirs où chaque savoir a sa place, sa prétention à une cosmologie, son sens comme forme de vie. En ce sens, un savoir ne peut être détaché de la culture comme forme de vie ; il est relié à des moyens de subsistance, à un cycle de vie, à un mode de vie ; il détermine les chances de vie (Visvanathan, 2016).

Le concept de justice cognitive rejoint ainsi la conception du travail social établie par l'*International Federation of Social Workers* (IFSW, 2014) qui engage à reconnaître la responsabilité de la discipline dans le projet impérial des pays colonisateurs (Duran Monfort, Martínez Magdalena et Gómez-Quintero, 2019) ainsi que son rôle dans la réparation des impacts négatifs du colonialisme, appelant une posture d'apprentissage vis-à-vis des peuples autochtones – et plus largement des groupes marginalisés – du monde entier.

Les enjeux de justice cognitive se situent ainsi au cœur du travail social contemporain qui est interpellé par une pluralité de voix autochtones, féministes, *queer* et antiracistes, et des mouvements sociaux de tous les continents en faveur des droits humains, sociaux et culturels. Ces mouvements sociaux aspirent à une plus grande reconnaissance de leurs savoirs locaux face aux discours hégémoniques prétendument universels et aux diverses oppressions capitalistes, hétéropatriarcales et néocoloniales qui les produisent. Cette interpellation du travail social oblige à repenser la discipline et la pratique sociale en analysant la pluralité des savoirs qui émerge un facteur décisif de transformation des rapports sociaux inégalitaires (Duran Monfort, Martínez Magdalena et Gómez-Quintero, 2019).

Santos n'est ni le seul ni le premier, en sciences sociales, à proposer le concept d'écologie des savoirs. Son analyse se distingue cependant par la centralité accordée aux relations de pouvoir entre les savoirs et à la reconnaissance de leurs contextes locaux de production. Plusieurs travaux contemporains s'inscrivent dans cette voie (Chan *et al.*, 2020 ; Godrie et Dos Santos, 2017 ; Piron, 2018). Ces travaux possèdent plusieurs points communs : premièrement, ils visent à faire reconnaître la pluralité interne de la science, c'est-à-dire la diversité des courants théoriques et manières de produire des connaissances scientifiques ; deuxièmement, ils valorisent la pluralité externe de la science, c'est-à-dire qu'ils travaillent à articuler les discours scientifiques aux autres

régimes de savoirs historiquement, et parfois encore, déconsidérés ou déclassés comme simples croyances, manifestations irrationnelles ou traditions archaïques (Connell, 2007 ; Escobar, 2020 ; Godrie et Dos Santos, 2017 ; Mignolo, 2001). En ce sens, l'écologie des savoirs vise à sortir de ce que Santos appelle la « monoculture du savoir scientifique » (2014), c'est-à-dire de la pratique d'une science qui ne dialogue qu'avec elle-même, avec des savoirs validés par ses propres critères, et favorise « l'ouverture de la science à autre chose qu'elle-même, ses habitudes et ses rituels » (Piron, 2018). La métaphore de l'écologie des savoirs repose donc sur l'idée, à l'instar de l'agriculture où la monoculture détériore la qualité des sols et la biodiversité, que la monoculture des savoirs mène nécessairement à un appauvrissement de la diversité épistémique ; diversité qui joue un rôle clé dans notre capacité à apporter des réponses complexes, créatives et inédites aux défis sociaux contemporains.

L'émergence d'écologies des savoirs n'est pas sans soulever des enjeux de posture éthique et politique, par exemple concernant la dimension plus ou moins démocratique des savoirs produits et mis à disposition. Cette préoccupation démocratique est reflétée dans les approches de recherche participative ancrées dans les communautés qui réfléchissent à la copropriété des données de recherche et à l'inclusion des communautés les plus marginalisées dans l'analyse et la diffusion des résultats (Gervais, Weber et Caron, 2018 ; Godrie, Juan et Carrel, 2022). Ces travaux s'attachent à expérimenter des pratiques de recherche en rupture avec la division traditionnelle du travail scientifique, et à construire collectivement et horizontalement la science à partir de multiples points de vue, manières de faire, de penser et de sentir la réalité.

Dans le cas des savoirs détenus par des groupes historiquement marginalisés, se pose également la question des conditions institutionnelles, matérielles et symboliques garantissant des conditions équitables de reconnaissance et de développement des différentes formes de savoir, afin de maximiser leurs contributions respectives dans la construction d'autres mondes sociaux (Anderson, 2012 ; Piron, 2017 ; Santos, 2014). Enfin, l'éthique recouvre également les valeurs et modes de vie véhiculés ou favorisés par les différents types de savoirs, notamment le souci des conséquences (Piron 1996), la prédilection accordée aux savoirs prudents (Santos, 2014), c'est-à-dire reposant sur des valeurs telles que la sollicitude à l'égard des différentes formes de vie (Paperman et Laugier, 2011).

Le champ de la pauvreté offre une illustration des implications négatives de la monoculture des savoirs scientifiques. Pour Godinot et Walker (2020), les recherches sur la pauvreté et sa mesure sont traditionnellement unidimensionnelles et excluent les personnes en situation de pauvreté de la réflexion. Cette exclusion se traduit par l'invisibilisation, dans l'analyse, des dimensions relationnelles et émotionnelles de la pauvreté, et par un affaiblissement de notre

capacité collective à comprendre et à réduire la pauvreté. L'approche du croisement des savoirs et des pratiques, promue par le mouvement ATD Quart monde et rapportée par Godinot et Walker, favoriserait l'émergence d'écologie des savoirs sur la pauvreté, caractérisée par une compréhension multidimensionnelle de la pauvreté et de l'exclusion sociale et des interventions à mettre en œuvre pour les réduire.

Au Québec, l'idée d'« épistémologie pluraliste » introduite par Jacques Rhéaume (2007 et 2009) à propos de la sociologie clinique rejoint plusieurs de ces réflexions en offrant une analyse des dynamiques d'échange entre savoirs scientifiques, cliniques et expérientiels, envisagés comme « savoirs spécifiques et différenciés entre les différents acteurs impliqués, savoirs qui ont leur légitimité propre, irréductibles l'un à l'autre » (Rhéaume, 2009, p. 204). En France, bien que hors du champ du social, les travaux pionniers de Jean-Pierre Darré, sur les savoirs et pratiques dans le domaine agricole, ont particulièrement contribué à une réflexion sur les modes d'articulation horizontaux entre savoirs savants et pratiques, renvoyant dos à dos scientisme et relativisme (Darré, 1999).

Nous suggérons que les travaux consacrés à ce sujet, surtout entrepris dans les Suds, sont pertinents pour analyser les contextes occidentaux. En effet, dans ces travaux, les Suds ne sont pas définis géographiquement : ils sont positionnés dans le cadre des relations de pouvoir héritées de l'histoire coloniale et capitaliste (Grosfoguel, 2011). Chez Visvanathan, et encore plus chez Santos, les Suds désignent les groupes et territoires (situés au nord et au sud géographiques) affectés par les différents systèmes d'oppression. Ces oppressions se traduisent notamment par un auto-dénigrement et une dévalorisation des connaissances et des interprétations que les personnes élaborent à propos de leur propre réalité (Grosfoguel, 2013).

Dans le cadre de cet appel, nous souhaitons également élargir les réflexions précédentes au champ de la recherche, de l'enseignement et de l'intervention en travail social et répondre aux questions suivantes : Quels sont les contextes favorables à l'émergence d'écologies des savoirs ? Que signifie la justice cognitive et de quel point de vue est-elle appréciée dans ces expériences ? Dans quelle mesure la mise en œuvre d'écologies des savoirs – et la reconnaissance de l'existence de régimes pluriels des savoirs qui interagissent au sein de relations non hégémoniques – contribue-t-elle à améliorer la qualité des travaux scientifiques autant que, dans le champ de l'intervention, la qualité et la pertinence des programmes sociaux et des interventions sociales réalisées auprès des différents publics ? Quels sont les points aveugles liés à la mobilisation des concepts d'écologie des savoirs et de justice cognitive dans l'intervention et la recherche en travail social ?

Et abordant les enjeux présentés précédemment dans une perspective critique, cet appel vise particulièrement à développer la réflexion sur l'un ou plusieurs des quatre axes suivants.

Axe 1 - L'écologie des savoirs en travail social : enjeux de justice et d'injustices

Dans cet axe, nous proposons donc d'aborder les mécanismes de fonctionnement des inégalités épistémiques, qui produisent autant qu'elles sont le produit des inégalités systémiques et des situations oppressives au cœur des rapports sociaux. Plusieurs facteurs concourent à légitimer des discours dominants, voire à soutenir l'idée qu'un seul récit historique est possible (Ngozi Adichie, 2018) pour rendre compte des réalités dans lesquelles opère le travail social, invisibilisant les multiples récits qui coexistent et émergent des contextes sociaux. Le travail social peut jouer, en ce sens, un rôle important dans la visibilité de ces « absences » (Santos, 2006) comme dans l'avènement de récits individuels et collectifs porteurs d'une plus grande justice épistémique (Red de saberes compartidos, 2021).

Les travaux proposés dans cet axe contribueront à cerner différentes dimensions de la justice et des injustices produites par les monocultures autant que par les écologies de savoirs, que ce soit à l'échelle des individus, groupes sociaux et institutions. On peut distinguer, dans la littérature, des travaux portant sur les injustices épistémiques dans les interactions, par exemple, entre professionnel.le.s de la santé et des services sociaux réalisés dans la suite des distinctions conceptuelles entre injustices de témoignage et injustices herméneutiques par Fricker (2007), de ceux portant sur la justice cognitive à l'échelle des institutions sociales (Anderson, 2012). Sur le volet des institutions, par exemple, les contributions peuvent répondre aux questions suivantes : dans quelle mesure les établissements de la santé et de services sociaux constituent-ils un lieu de reconnaissance et de valorisation d'un seul régime de savoir (médical, par exemple), repoussant l'écologie des savoirs à leur marge, ou au contraire d'émergence et de reconnaissance d'une pluralité de récits et de pratiques ?

Axe 2 – Émergences et résistances dans le champ du travail social

Le travail social ancré dans l'écologie des savoirs est confronté à un puissant défi dans la lutte pour la reconnaissance et les droits des subjectivités émergentes ou invisibilisées ainsi que dans la dénonciation des expressions de violence, qu'elles soient symboliques ou institutionnelles, qui répriment l'affirmation de ces subjectivités. La prétention de certaines connaissances scientifiques et professionnelles sur le social à réduire la compréhension du monde par l'intégration ou l'exclusion des autres formes de savoir constituent un obstacle majeur à la reconnaissance et à

l'élaboration de pratiques qu'on peut qualifier d'alternatives ou émancipatrices. Il peut s'agir, en matière de participation des usager.ère.s, de l'écueil de la consécration du seul cadre médical et professionnel pour penser la santé et les interventions en santé mentale dans les institutions de santé et de services sociaux, contribuant à un « extractivisme des savoirs expérientiels » (Godrie, 2021). Adopter une perspective d'écologie des savoirs en travail social favoriserait ainsi un déplacement du regard vers les pratiques de résistance développées par les groupes opprimés pour faire reconnaître leurs voix et visions du monde, que celles-ci relèvent de stratégies individuelles ou collectives au sein de groupes plus ou moins structurés, et suggèrent de porter une attention aux savoirs non institutionnalisés, critiques et alternatifs (Médina, 2013).

La thématique de la résistance peut ici être abordée depuis plusieurs angles, dont : d'une part, celui de la résistance du centre par le biais des pratiques, discours ou institutions à reconnaître des savoirs produits dans des processus horizontaux ; d'autre part, celui de la résistance à l'hégémonie de certains régimes de savoirs et des pratiques grâce à la mise en œuvre de méthodologiques créatives dans la recherche et l'intervention. Cet axe renvoie notamment aux approches et à la posture de traduction des régimes de savoirs, voire de régulation des conflits entre groupes porteurs des différents savoirs, qui accompagnent et favorisent la mise en œuvre des écologies des savoirs.

Axe 3 – Postures de recherche et d'intervention en travail social

Les silences et les hiérarchies ne sont pas seulement présents dans la vie quotidienne des personnes, notamment les plus marginalisées. Ils sont également entretenus par des institutions qui produisent « une discipline de la pensée et des corps des individus qui habitent la différence » (Meschini et Porta, 2017, p. 15 ; Khatibi, 1983). Dans plusieurs pays, cette violence se reflète, par exemple, dans la bureaucratisation excessive et injuste vécue par les personnes migrantes cherchant la régularisation de leur situation dans les contextes d'accueil ou par la criminalisation des vendeurs de rue. Dans le champ de l'aide alimentaire, les dispositifs d'aide possèdent, quant à eux, une forte composante de stigmatisation sociale des publics (Dupéré et Gélinau, 2014) défavorable à la reconnaissance de leurs savoirs (Red de saberes compartidos, 2021). Dans ce contexte, comment les recherches et interventions en travail social peuvent-elles ouvrir des brèches dans les murs qui protègent les mécanismes de production de ces inégalités (McAll, 2017) et, en particulier, les injustices épistémiques (Godrie *et al.*, 2020) ? Dans quels ancrages théoriques, valeurs, finalités l'intervention en travail social peut-elle s'inscrire ?

Le travail social critique reconnaît la responsabilité des professionnel.le.s du travail social dans la reproduction de ces relations oppressives autant que dans la création de voies de rupture avec celles-ci. Cette perspective propose de promouvoir une pratique qui cible les causes structurelles qui produisent les inégalités sociales. Le travail social féministe (Trevithick, 2002) et le travail social *queer* (Skrlac Lo, 2018), qui s'attachent à inclure les questions de diversité sexuelle et de genre dans une analyse intersectionnelle des oppressions et des inégalités, et le travail social antiraciste (Healy, 2001), qui reconnaît la souffrance des anciennes sociétés colonisées et le racisme institutionnalisé, s'inscrivent aussi dans cette perspective. Enfin, le travail social décolonial (Gómez-Hernández *et al.*, 2014 ; Hermida, 2015 ; Patiño Sánchez, 2015 ; Meschidi et Hermida, 2017) s'attache en particulier à faire émerger et à reconnaître les récits des personnes ainsi qu'à travailler à partir de leurs connaissances, dans une volonté de subvertir les relations hiérarchiques dans l'accompagnement social.

Ces perspectives théoriques variées nous invitent à réfléchir, à la suite de Martínez et Agüero (2018), au type de production de connaissances que requiert le travail social ainsi qu'aux implications qu'il a sur le processus de construction d'une pratique réflexive. Elles participent d'un changement substantiel qui remet également en question la formation scientifique et professionnelle, voire la définition même du travail social.

Sur le plan de la recherche, plusieurs expérimentations méthodologiques visent à favoriser la justice cognitive et l'agentivité des personnes dans des contextes de précarité sociale (Moscoso, 2017 ; Álvarez Veinguer et Sebastiani, 2019). Par exemple, en Espagne, des recherches participatives favorisent des ruptures avec l'expérience de la précarité sociale et alimentaire, marquée notamment par l'isolement, la culpabilité et l'auto-stigmatisation (Muñoz *et al.*, 2020) et des ethnographies collaboratives sont développées avec des mouvements de lutte pour le droit au logement (Olmos Álcaraz *et al.*, 2018), posant la question des solidarités et des alliances possibles aux marges de l'université.

Ce troisième axe soulève ainsi l'importance de réfléchir aux rôles de l'université et de la recherche en travail social dans la déconstruction de la distance entre le monde universitaire et les différents contextes de vie (Borsani et Quintero, 2014), ainsi qu'à la production de savoirs qui ne perdent pas leur contact avec les réalités sociales, qui favorisent la sortie d'une histoire unique (Ngozi Adichie, 2018), qui possèdent un impact transformateur des hiérarchies que vivent les personnes au quotidien et sont articulés à des politiques publiques qui rompent avec les pratiques et discours institutionnels injustes (Godrie, Juan et Carrel, 2022).

Axe 4 – Critiques du cadre conceptuel de l'écologie des savoirs

Ce dernier axe vise à examiner les limites et points aveugles d'une approche en termes d'écologie des savoirs. Plusieurs débats qui animent les travaux sur l'écologie des savoirs ont un impact important sur la pratique et la recherche en travail social. Au premier plan, on peut se demander dans quelle mesure ces travaux contribuent-ils à la disqualification du statut des savoirs scientifiques et professionnels qui seraient réduits au même rang que le vécu ou à celui de simple opinion ? Est-ce parce que la justice cognitive promeut une pluralité de savoirs et de façons de connaître qu'elle conduit nécessairement à un relativisme épistémique et à l'abolition entre croyance et savoir ? Le relativisme est ici compris comme la situation dans laquelle une personne ou une organisation ne dispose d'aucun critère pour ordonner et prioriser les connaissances à mettre en œuvre, et aboutissant à un agir aveugle et arbitraire. Plusieurs des travaux mentionnés récusent cette position relativiste et s'accordent avec la position de Pestre selon laquelle « tout ne se vaut pas » :

Les savoirs sont partiels et partiels, car cadrés de façon toujours spécifique, et tout savoir a sa part d'ignorance. Ils sont aussi distribués dans le social, personne ne dispose de tous les savoirs pertinents – et c'est une *hubris* que de le croire. *Cela n'implique toutefois pas que tout se vaille*¹: chacun sait, dans un monde technologique et interconnecté, qu'il faut disposer du *bon savoir* – que ce soit pour l'innovation, l'évaluation des questions ou le suivi des solutions (Pestre, 2015, p. 140).

Dans la perspective de l'écologie des savoirs, il existe bien des relations hiérarchiques entre les savoirs, mais l'enjeu est que ces hiérarchies ne soient pas héritées mécaniquement du passé et de régimes de domination coloniales ou hétéropatriarcales : elles sont à redéfinir en permanence entre acteurs selon les contextes. La question qui émerge est donc la suivante : comment identifier et prioriser les savoirs à privilégier dans tel ou tel contexte d'intervention ? Plusieurs pistes qui pourront être examinées dans les propositions d'article semblent porteuses à cet égard : premièrement, celle ouverte par le concept de « privilège épistémique » des minoritaires (Bar On, 1993 ; Fricker, 1999 ; Haraway, 1988 ; Smith, 1990) qui a été développé dans le cadre de la théorie du positionnement situé. Le privilège épistémique des minoritaires repose sur l'idée que la perspective des personnes membres de minorités « vaut » plus que celle des personnes de groupes majoritaires. Les savoirs des minoritaires sur le monde social reposeraient sur une « double vision » résultant de leur position et des savoirs que détiennent leurs membres sur leur propre contexte de vie, et sur celui des groupes oppresseurs : leurs savoirs seraient donc plus « complets ». Ce privilège épistémique n'est pas lié à une essence de dominé : il se construit, ce qui suppose des

1. Nos italiques.

conditions ou des contextes favorables à son développement, notamment l'implication dans des luttes sociales ou des projets de recherche où les réalités vécues sont conscientisées (Narayan, 2004 ; Fricker, 1999).

Deuxièmement, la piste ouverte par l'approche pragmatique. Il s'agit ici de considérer les savoirs sous l'angle de leur action spécifique dans un contexte donné et non de manière abstraite en tout temps et tous lieux, et d'« accepter seulement les différences qui restent une fois que les hiérarchies sont rejetées » (Santos cité dans Grosfoguel et Cohen, 2012, p. 50). Cette approche pragmatique soulève des questionnements importants, notamment sur la capacité à sortir des hiérarchies établies historiquement et souvent ancrées dans le fonctionnement même des institutions (par exemple, les universités) et concernant les modes de délibération entre acteurs. Cet enjeu de la délibération (lieux, modalités, personnes impliquées) est central car, comme le souligne Pestre : « [le] bon savoir, [le] savoir “qui convient”, se définit en fonction de valeurs, d'objectifs, d'intérêts personnels ou collectivement organisés » (2015, p. 140).

Ces pistes sur le privilège épistémique et le pragmatisme, ainsi que les écueils qu'ils soulèvent (risque d'essentialisme, absence de délibération), sont loin de clore le débat et l'accusation de relativisme qui vise fréquemment ce type de travaux montre qu'il y a bien évidemment matière à discussion. Également, qui inclure dans la conversation à propos de ce qui est un savoir scientifique et ce qui est un savoir non scientifique ? Et quels sont les mécanismes ou critères à privilégier localement pour ordonner et prioriser les savoirs à mobiliser dans tel ou tel contexte d'intervention ? Les contributions de cet axe viseront ainsi à identifier les points d'attention ainsi que les tensions et contradictions liées à la mobilisation de la perspective de l'écologie des savoirs (y compris les limites de l'emprunt du terme écologie à la biologie et aux sciences de l'environnement) et à sa mise en œuvre dans le travail social contemporain.

TYPES DE CONTRIBUTION

Dans le cadre de cet appel, *Nouvelles pratiques sociales* sollicite deux types de contribution :

1. Des articles scientifiques (rubrique *Dossier*)

Les articles scientifiques seront sélectionnés selon leur qualité scientifique et leur pertinence par rapport à la thématique du dossier et au créneau éditorial de *Nouvelles pratiques sociales*. Les articles sélectionnés seront soumis à un processus rigoureux et balisé d'évaluation par les pairs en double aveugle. Les critères d'évaluation sont : a) la pertinence et l'originalité ; b) la qualité et la portée du cadre théorique ; c) la cohérence et la rigueur de la méthodologie (s'il s'agit d'un article

empirique) ; d) la qualité de l'analyse ou de la discussion ; e) la clarté, la structure du texte et la qualité de la langue. Les articles acceptés à l'issue du processus d'évaluation seront publiés dans la rubrique *Dossier* du numéro.

2. Des contributions en provenance de la société civile et des milieux d'intervention (rubrique *Échos de pratique*)

Cette rubrique met en valeur les interventions et les actions réalisées dans divers milieux de pratique, qu'ils soient communautaires, institutionnels, syndicaux ou militants. Dans cette perspective, les textes seront consacrés à la description et à l'analyse de pratiques, d'actions ou d'interventions sociales. Ces articles seront sélectionnés selon leur pertinence et leur cohérence vis-à-vis du créneau éditorial de *Nouvelles pratiques sociales*. Nous porterons un intérêt particulier à des articles pouvant contribuer au renouvellement des pratiques. Les critères d'évaluation sont : a) la pertinence et l'originalité au regard du renouvellement des pratiques ; b) la clarté de la présentation des pratiques discutées ; c) la qualité de l'analyse ou de la discussion ; et d) la structure du texte et la qualité de la langue. Les textes retenus seront publiés dans la rubrique *Échos de pratique* du numéro.

Pour toute question relative à ce dossier thématique, les auteur.e.s sont invité.e.s à communiquer avec les responsables :

<p>Baptiste Godrie Professeur École de travail social Université de Sherbrooke baptiste.godrie@usherbrooke.ca</p>	<p>Paula Durán Monfort Professeure École de travail social Université de Barcelone paula.duran@ub.edu</p>
--	--

NORMES DE PRÉSENTATION DES ARTICLES

- **Nous vous prions d'identifier clairement le type de contribution (*Dossier* ou *Échos de pratique*) au moment de transmettre votre résumé et votre article.**
- Les résumés doivent comprendre tout au plus **2500 caractères, espaces compris**.
- Les articles soumis pour la rubrique *Dossier* ne doivent pas comporter plus de **45 000 caractères (espaces compris), résumés, notes, bibliographie et tableaux inclus**.
- Les textes soumis pour la rubrique *Échos de pratique* doivent comprendre un maximum de **20 000 caractères, espaces compris**.
- Vous trouverez le [guide pour la présentation des articles](#) en ligne.

- Enfin, rappelons que les textes soumis doivent être inédits (ils ne doivent pas avoir fait l'objet d'une publication antérieure).

DATES DE TOMBÉE

- Les auteur.e.s doivent soumettre un résumé de l'article **au plus tard le 15 décembre 2022** par courriel à l'adresse suivante : nps@courrier.uqam.ca.
- Les articles doivent être soumis **au plus tard le 15 avril 2023** par le biais de la plateforme d'édition Web de *Nouvelles pratiques sociales* (<https://edition.uqam.ca/nps>).

PROCESSUS DE SOUMISSION

Pour soumettre l'article par le biais de la plateforme d'édition Web de *NPS*, suivez les étapes suivantes :

1. Vous devez d'abord [vous inscrire à la plateforme d'édition Web](#) de *NPS* en remplissant un court formulaire.
2. Une fois l'inscription confirmée, cliquez sur « [Faire une soumission](#) ».
3. Sélectionnez la rubrique (*Échos de pratique* ou *Dossier*) dans laquelle vous souhaitez soumettre l'article.
4. Lisez et cochez les éléments de la liste de vérification.
5. Lisez et acceptez la politique de publication et la politique anti-plagiat de *NPS*, puis cliquez sur « Enregistrer et continuer ».
6. Téléversez le fichier de la soumission (article). Dans le menu « Élément de l'article », sélectionnez « Texte de l'article ». Une fois le fichier téléversé, cliquez sur « Continuer », puis sur « Terminer ».
7. Si vous voulez soumettre un autre fichier lié à l'article (par exemple, les notices biographiques), vous pouvez alors cliquer sur « Soumettre un autre fichier » ; sinon, cliquez à nouveau sur « Terminer », puis sur « Enregistrer et continuer ».
8. Saisissez les métadonnées de la soumission :
 - Veuillez ajouter, le cas échéant, les co-auteur.trice.s dans la section « Liste des contributeurs-trices », en cliquant sur « Ajouter un-e contributeur-trice ».
 - Veuillez fournir cinq mots clés décrivant votre résumé ou votre article (en appuyant sur la touche « Entrée » après chaque terme).
9. Cliquez sur « Enregistrer et continuer ».
10. Cliquez sur « Terminer la soumission », puis confirmez la transmission en cliquant sur « OK ».
11. Vous recevrez ensuite un accusé de réception à l'adresse de courriel que vous avez fournie lors de votre inscription.

Pour toute question relative au processus de soumission par le biais de la plateforme d'édition Web, veuillez communiquer avec le secrétariat de la revue (nps@courrier.uqam.ca).

Références

- Álvarez Veinguer, A. et Sebastiani, L. (2019). Una década de luchas contra los deshaucios. De la vergüenza y la soledad a los agenciamientos cotidianos, *Papeles del CEIC. International Journal on Collective Identity Research*, 1(208), 1-19.
- Anderson, E. (2012). Epistemic Justice as a Virtue of Social Institutions, *Social Epistemology*, 26(2), 163-173.
- Bar On, B.-A. (1993). Marginality and Epistemic Privilege. Dans L. Alcoff et E. Potter (dir.), *Feminist Epistemologies* (p. 83-100). New York : Routledge.
- Borsani, M. E et Quintero, P. (2014). *Los desafíos decoloniales en nuestros días : pensar en colectivo*. Neuquén : Editorial de la Universidad Nacional del Comahue.
- Chan, L., Hall, B., Piron, F., Tandon, R. et L. W. Wanósts'a7 (2020). *La science ouverte au-delà du libre accès : Pour et avec les communautés*. Un pas vers la décolonisation des savoirs. IdéesLab de la Commission canadienne pour l'UNESCO. <https://doi.org/10.5281/zenodo.3947013>
- Connell, R. (2007). *Southern Theory : The Global Dynamics of Knowledge in Social Science*, Cambridge : Polity Press.
- Darré, J.-P. (1999). *La production de connaissances pour l'action. Arguments contre le racisme de l'intelligence*, Paris : Maison des sciences de l'Homme.
- Dupéré, S. et Gelineau, L. (2014). *Vers une autonomie alimentaire pour tous : Agir et Vivre Ensemble le Changement*. Rapport scientifique conçu à l'intention des décideurs, gestionnaires et intervenants. FRQSC, Programme Actions concertées. Québec : Fonds de recherche Société et Culture.
- Durán Monfort, P., Martínez Magdalena, S. et Gómez-Quintero, J. D. (2019). Trabajo Social decolonial ruptura paradigmática, desborde epistemológico y conocimientos locales. Dans E Sobremonte de Mendicuti et A Rodríguez Berrio (dir.), *El Trabajo social en un mundo en transformación : ¿distintas realidades o nuevos relatos para la intervención ? 2*. (p. 791-822). Valencia : Editorial Tirant Lo Blanch,
- IFSW (International Federation of Social Workers) (2014). *Global Definition of Social Work*. IFSW General Meeting and the IASSW General Assembly in July 2014, [What is Social Work? – International Federation of Social Workers \(ifswworld.org\)](http://www.ifswworld.org/what-is-social-work/)
- Fricker, M. (1999). Epistemic Oppression and Epistemic Privilege, *Canadian Journal of Philosophy*, 29(1), 191-210.
- Fricker, M. (2007). *Epistemic Injustice. Power and the Ethics of Knowing*. New York : Oxford University Press.
- Gervais, Myriam, Weber, Sandra, Caron, Caroline (2018). *Guide pour faire de la recherche féministe participative*, 56 p. Récupéré de <https://guidefeministeparticipative.tumblr.com/post/173054092314>
- Godinot, X. et Walker, P. (2020). Poverty in All its Forms: Determining the dimensions of poverty through merging knowledge. Dans V. Beck, H. Hahn et R. Lepenies (dir.). *Dimensions of Poverty : Measurement, Epistemic Injustices, Activism*, New York, Springer.

- Godrie, B. et Dos Santos, M. (2017). Présentation : Inégalités sociales, production des savoirs et de l'ignorance, *Sociologie et sociétés*, 49(1), 7-31.
- Godrie, B., Boucher, M., Bissonnette, S., Chaput, P., Flores, J., Dupéré, S., Gélinau, L., Piron, F. et Bandini, A. (2020). Injustices épistémiques et recherche participative : un agenda de recherche à la croisée de l'université et des communautés, *Gateways: International Journal of Community Research and Engagement*, 13(1), Article ID 7110. <http://dx.doi.org/10.5130/ijcre.v13i1.7110>.
- Godrie, B. (2021). Extractivisme des savoirs expérientiels et intégration des usagers. Une analyse critique à la lumière du modèle écologique des savoirs dans le champ de la santé mentale, *Participations*, 30(2), 249-273. DOI : 10.3917/parti.030.0249.
- Godrie, B., Juan, M. et Carrel, M. (2022). « Recherches participatives et épistémologies radicales : un état des lieux », *Participations*, 32(1), 11-50.
- Gómez-Hernández, E. et al. (2014). *Diversidades y decolonialidad del saber en las Ciencias sociales y el Trabajo social*. Medellín : Universidad de Antioquia-Pulso & Letra editores.
- Grosfoguel, R. (2011). La descolonización del conocimiento : diálogo crítico entre la visión descolonial de Frantz Fanon y la sociología descolonial de Boaventura de Sousa Santos. Formas-Otras. Saber, nombrar, narrar, hacer. IV Training Seminar de jóvenes investigadores en Dinámicas interculturales. Barcelona : Fundación CIDOB, 97-108.
- Grosfoguel, R. (2013). Racismo/sexismo epistémico, universidades occidentalizadas y los cuatro genocidios/epistemicidios del largo siglo XVI, *Tabula Rasa*, 19, 31-58.
- Grosfoguel, R. Jim Cohen (2012). « Un dialogue décolonial sur les savoirs critiques entre Frantz Fanon et Boaventura de Sousa Santos », *Mouvements*, 4 (72), p. 42-53.
- Hall, B. L. et Tandon, R. (2017). Decolonization of knowledge, epistemicide, participatory research and higher education», *Research for All*, 1(1), 6-19. DOI 10.18546/RFA.01.1.02.
- Haraway D. (1988). Situated Knowledges : The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective, *Feminist Studies*, 14(3), 575-599.
- Healy, K. (2001). *Trabajo social : perspectivas contemporáneas*. Madrid : Morata Paideia.
- Hermida, M. E. (2015). Colonialismo y producción de ausencias. Una crítica desde el Trabajo Social para visibilizar los presentes subalternos, *Revista Debate público. Reflexión de Trabajo social*, 5(10), 67-85.
- Khatibi, A. (1983). *Magreb Pluriel*. Paris : Éditions Denoël.
- Martínez, S. et Agüero, J. (2015). La intervención social desde la perspectiva del Trabajo social emancipador , *Revista intervención*, 4, 9-16.
- Martínez, S. et Agüero, J. (2017). El trabajo social emancipador como aporte a los procesos de decolonialidad. Dans M. E. Hermida et P. Meschini (dir.), *Trabajo social y decolonialidad. Epistemologías insurgentes para la intervención en lo social (p. 103-122)*. Rosario : Eudem.
- Martínez, S. et Agüero, J. (2018). La producción de conocimientos en Trabajo social: hacia una decolonialidad del saber. *Cuadernos de Trabajo social*, 31(2), 297-308.

- McAll, C. (2017). Des brèches dans le mur: inégalités sociales, sociologie et savoirs d'expérience, *Sociologie et sociétés*, 49(1), 89-117. doi: <https://doi.org/10.7202/1042804ar>
- Medina, J. (2013). *The Epistemology of Resistance : Gender and Race Oppression, Epistemic Injustice, and Resistant Imaginations*, New York : Oxford University Press.
- Meschini, P. et Hermida, M. E. (comps.) (2017). *Trabajo social y descolonialidad. Epistemologías insurgentes para la intervención en lo social*. Rosario : Eudem.
- Meschini, P. et Porta, L. (2017). Introducción de la colección. Dans M. E. Hermida et P. Meschini (dir.), *Trabajo social y descolonialidad. Epistemologías insurgentes para la intervención en lo social* (p. 11-19). Rosario : Eudem.
- Mignolo, W. (2001). Géopolitique de la connaissance, colonialité du pouvoir et différence coloniale, *Multitudes*, 3(6), 56-71.
- Moscoso, M. F. (2017). Experimentos metodológicos, etnografías de-coloniales y mucho *power on the field*: ideas previas. *Quaderns-e de l'Institut Català d'Antropologia*, [en línia], 22(2), 199-213.
- Muñoz, A., Durán, P., Magaña, C. R., Llobet, M. et Piola, E. (2021). Otras formas de co-producir conocimientos: experiencias metodológicas para transformar la desigualdad con personas en precariedad alimentaria, *Quaderns de l'Institut Català d'Antropologia*, 37(1), 109-134.
- Narayan U. (2004) The Project of Feminist Epistemology : Perspectives from a Nonwestern Feminist. Dans S. Harding (dir.). *The Feminist Standpoint Theory Reader : Intellectual and Political Controversies* (p. 213-224), New York : Routledge.
- Ngozi Adichie, C. (2018). *El peligro de la historia única*. Barcelona : Editorial Random House.
- Olmos Alcaraz, A., Cota, A., Álvarez Veinguer, A. et Sebastiani, L. (2018). Etnografía con los movimientos de lucha por el derecho a la vivienda en el sur de Europa: retos metodológicos en la investigación colaborativa para la acción social, *Universitas humanística*, 86, 139-166.
- Paperman, P. et Laugier, S. (dir.) (2011). *Le souci des autres. Éthique et politique du care*, Paris : EHESS.
- Patiño Sánchez, M. (2015). Una mirada decolonial de las políticas sociales y la diversidad cultural: replanteamientos para el Trabajo Social, *Revista Pensamiento Actual*, 14(23), 53-61.
- Pestre, D. (2015). « Les savoirs du social », dans *Le Siècle des technosciences* (dir. Bonnueil, C. et D. Pestre), Paris : Seuil, p. 125-143.
- Piron, F. (1996). Écriture et responsabilité. Trois figures de l'anthropologue, *Anthropologie et Sociétés*, 20(1), 125-148.
- Piron, F. (2017). Méditation haïtienne : répondre à la violence séparatrice de l'épistémologie positiviste par l'épistémologie du lien, *Sociologie et sociétés*, 49(1), 33-60. <https://doi.org/10.7202/1042805ar>

- Piron, F. (2018). Justice et injustice cognitives : de l'épistémologie à la matérialité des savoirs humains. Dans É. Tremblay et R. Dorcé (dir.), *Les Classiques des sciences sociales : 25 ans de partage des savoirs dans la francophonie* (p. 259-273). Québec, Éditions science et bien commun.
<https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/classiques25ans/chapter/justice-et-injustice-cognitives/>
- Red Saberes compartidos (2021). Repensando las desigualdades epistémicas desde experiencias de investigación participativas. *Quaderns de l'Institut Català d'Antropologia*, 37(1), 1-18.
- Rhéaume, J. (2007). L'enjeu d'une épistémologie pluraliste. Dans V. de Gaulejac (dir.), *La sociologie clinique* (p. 57-74). Toulouse : Érès.
- Rhéaume, J. (2009). La sociologie clinique comme pratique de recherche en institution. Le cas d'un centre de santé et services sociaux, *Sociologie et sociétés*, 41(1), 195-215.
- Santos, B. de S. (2006). *Renovar la teoría crítica y reinventar la emancipación social*. Buenos Aires : CLACSO.
- Santos, B. de S. (2014). *Epistemologies of the South: Justice Against Epistemicide*. Boston :Routledge. http://unescochair-cbrsr.org/pdf/resource/Epistemologies_of_the_South.pdf
- Skrlac Lo, R. (2018). Changing childhoods: Using queer theory and intersectional methods to reconsider the epistemic resources of children with gay and lesbian parent, *Global Studies of Childhood*, 8(1), 91-104.
- Smith, D. (1990). *The Conceptual Practices of Power. A Feminist Sociology of Knowledge*, Boston : Northeastern University Press.
- Smith, L. T. (2012 [1999]), *Decolonizing Methodologies: Research and Indigenous Peoples* (Revised edition). Londres, Dunedin : Otago University Press.
- Van der Velden, M. (2006). A Case for Cognitive Justice, inédit.
- Trevithick, P. (2002). *Habilidades de comunicación en intervención social*. Madrid : Narcea.
- Visvanathan, S. (1997). *A Carnival for Science: Essays on Science, Technology and Development*. Oxford : Oxford University Press.
- Visvanathan, S. (1998). A Celebration of Difference: Science and Democracy in India, *Science*, 280(5360), 42-43. DOI: 10.1126/science.280.5360.42.
- Visvanathan, S. (2016). La quête de justice cognitive. Dans F. Piron, S. Régulus et M. S. Dibounje Madiba (dir). *Justice cognitive, libre accès et savoirs locaux. Pour une science ouverte juste, au service du développement local durable*. Québec : Éditions science et bien commun. <https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/justicecognitive1/chapter/en-quete-de-justice-cognitive>